Où est la rupture promise puisque les macronistes ont raflé la mise ?

écrit par Jacques Guillemain | 23 septembre 2024

Michel Barnier nous a promis la rupture, nous a promis la

vérité. Voilà qui commence mal et n'augure rien de bon avec ce gouvernement.

Après avoir imposé ses choix et laissé Attal harceler Barnier depuis quinze jours, le Pinocchio de l'Élysée ose déclarer : **"Michel Barnier a pleine liberté, c'est son gouvernement. Il faut que tout le monde l'aide à réussir".** Difficile de faire plus hypocrite.

En fait, le trio Macron, Kohler et Attal garde la main. Il n'y a aucune droitisation et c'est bien la Macronie qui sort gagnante du bras de fer entre l'Élysée et Matignon. **Un tiers des 16 ministres de plein exercice sont des sortants et 7 sont macronistes.**

Le camp Macron a pourtant été laminé aux européennes, ainsi que durant les deux tours des législatives, malgré la machination machiavélique du front républicain, mais il entend ne pas subir la loi d'un Premier ministre issu de la droite. La France restera donc ingouvernable.

60 % des électeurs ne sont pas représentés par ce gouvernement.

Avec 7 ministres issus de Renaissance, 3 issus de LR, 2 du Modem, 1 d'Horizons, 1 divers droite, 1 divers gauche et 1 UDI, ce gouvernement ne représente que 235 députés sur 577.

Autant dire qu'avec cet attelage bancal qui ne demande qu'à verser dans le fossé au premier chaos sur son chemin, les défis que doit relever Barnier s'apparentent aux travaux d'Hercule.

Ajoutons que c'est Yaël Braun-Pivet qui a conservé la présidence de l'Assemblée.

Attendu au tournant par LFI et le RN, surveillé comme le lait sur le feu par un Gabriel Attal humilié et furieux d'avoir été mis sur la touche, Barnier risque de vieillir

prématurément. Il peut compter sur Macron l'insomniaque pour écourter ses nuits !

Tout cela me fait penser au Liban, mosaïque confessionnelle ingouvernable, où chaque communauté religieuse exige sa parcelle de pouvoir. Jugez plutôt :

"Le Président de la République est un chrétien maronite, le président du Conseil des ministres est un musulman sunnite et le président du Parlement un musulman chiite."

"L'État reconnaît officiellement 18 communautés religieuses : les chrétiens (maronites, grecs-orthodoxes, grecs-catholiques melkites, arméniens apostoliques, arméniens catholiques, syriens-orthodoxes, syriens-catholiques, assyriens, chaldéens, coptes-orthodoxes, latins et protestants), les musulmans (chiites, sunnites, druzes, ismaéliens et alaouites), ainsi qu'une communauté juive, très peu nombreuse."

En France, pays qui se veut laïque, c'est une multitude de partis politiques qu'il faut ménager.

La gouvernance est déjà complexe quand on a la majorité, elle risque d'être impossible avec une Assemblée éclatée comme ci-dessous et un gouvernement sans soutien.

Je ne suis pas certain que Michel Barnier ait bien évalué l'ampleur du défi. Son programme musclé de 2021, il peut le ranger dans un placard.

Tout ne sera que compromis, un remake du "en même temps", donc synonyme d'immobilisme et d'échec au bout du chemin. Un exemple ?

Nul doute que la "fermeté" revendiquée par Barnier pour limiter l'immigration sera irrémédiablement balayée par son volet "humaniste". "Fermeté et humanisme", le binôme de

l’inefficacité assurée.

Avec une France en perdition, l’heure n’est pourtant plus aux compromis. Ce sont des solutions radicales qui s’imposent, mais combien de décideurs et d’élus en sont conscients ? **Pour notre France millénaire, ayant survécu à tant de périls depuis Vercingétorix, le terminus de l’Histoire n’est plus très loin.**

Jacques Guillemain

https://ripostelaique.com/mais-ou-est-donc-la-rupture-promise-les-macronistes-ont-rafle-la-mise.html